

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le Front Unique
des syndicats de l'enseignement public

N°194
9 février 2012

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Dans les jours qui viennent, la majorité UMP à l'Assemblée Nationale doit adopter la loi portant un coup majeur contre la Sécurité Sociale via la « TVA Sarkozy ».

**Le représentant Front Unique au BN de la FSU du 6 février a combattu :
POUR QUE LA FSU EXIGE LE RETRAIT DU PROJET DE LOI
POUR QUE SE REALISE**

LE FRONT COMMUN DES ORGANISATIONS SYNDICALES DANS CE BUT

Il y a une échéance immédiate sur laquelle la FSU doit se prononcer aujourd'hui. Dans deux jours, le conseil des ministres doit aborder la mise en œuvre concrète des mesures annoncées par Sarkozy le 29 janvier.

Dans les deux mois qui viennent, Sarkozy entend porter la hache contre les acquis, les garanties et les droits les plus fondamentaux des travailleurs et de la jeunesse.

Pour les jeunes : remise en cause du droit aux études, au savoir, à la culture, à la protection octroyée par les diplômes nationaux. C'est le sens des quotas d'apprentis annoncés par Sarkozy dans les entreprises. Il s'agit d'accélérer l'application de la loi Cherpion, publiée en juillet 2011, qui met fin en pratique à la scolarité obligatoire jusque 16 ans et programme la démultiplication du nombre d'apprentis en France – appuyée, notamment, sur la destruction programmée de l'enseignement professionnel et agricole.

Mais encore : remise en cause des conventions collectives, arrachées en 1936 aux capitalistes par les travailleurs. C'est cela que signifient les négociations d'entreprises annoncées par Sarkozy dans le cadre des accords « compétitivité-emploi ». Dès le 30 janvier, l'UMP a voté une modification du Code du Travail permettant d'imposer aux salariés des modifications de leur temps de travail, liquidant toutes les protections liées au contrat. Garanties salariales, garanties horaires, garanties et droits collectifs : tous ces acquis fondamentaux sont dans la ligne de mire.

Mais au cœur de cette offensive, il y a l'offensive confirmée contre la Sécurité Sociale arrachée par les travailleurs en 1945. Et là, tous les travailleurs, ceux du public comme du privé, avec leurs familles, sont concernés. Je passe sur le mot de « TVA sociale » : si Sarkozy proposait d'augmenter la CSG, cela reviendrait exactement à la même chose. C'est bien la Sécurité Sociale, le droit à la santé fondé sur le salaire différé, qui sont menacés. 13 milliards retranchés aux salaires au profit des patrons ; les travailleurs qui doivent en outre payer la différence de leur poche. Et en définitive, le droit à la santé serait menacé pour tout le monde, l'État se disposerait à faire main basse sur la Sécurité Sociale.

Il est inutile d'expliquer que, si Sarkozy atteint ses objectifs, les conséquences seraient inouïes pour les travailleurs, un désastre sans précédent depuis des décennies. Inutile d'ajouter que ces conséquences seraient aussi dramatiques pour les organisations syndicales, qui se sont construites dans la lutte pour ces acquis, qui en sont les garantes.

Dans deux jours, un projet de loi concrétisant les mesures annoncées par Sarkozy contre la Sécurité Sociale doit être examiné par le conseil des ministres. Alors, la FSU doit se prononcer pour le retrait de ce projet. Et puisqu'une intersyndicale doit avoir lieu jeudi, la FSU doit porter cette exigence dans ses mandats, demander aux confédérations ouvrières de se prononcer dans le même sens.

Je demande un vote sur cette résolution simple :

« La FSU se prononce pour le retrait du projet de loi Sarkozy-Fillon contre la Sécurité Sociale. Elle s'adresse aux confédérations pour qu'un front unique soit réalisé sur cette exigence. »

Pour : 3 (Front Unique et Émancipation)
Contre : 13 (dont U&A et la secrétaire fédérale)
Abstentions : 3 (dont les représentants du SNES)
NPPV : 7 (École Émancipée et PRSI)

Contact : Front Unique, 46 rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd - mel@frontunique.com